

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁶.

4.3.1 Gestion directe (subvention)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

L'objectif de la subvention est d'accompagner les autorités nationales dans la coordination stratégique et opérationnelle, ainsi que dans la promotion des programmes et priorités de l'UE en Côte d'Ivoire (OS 3).

b) Type de demandeurs visés

Pour la subvention, les demandeurs doivent être des administrations désignées par le gouvernement de la Côte d'Ivoire dans le cadre du suivi et du renforcement du partenariat EU – Côte d'Ivoire.

4.3.2 Gestion directe (passation de marchés)

Plusieurs passations de marchés sont prévues pour répondre à l'objectif global de renforcer le Partenariat Union européenne - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.

Il s'agira de passations de marchés afin : (i) de mobiliser des assistants techniques / experts en appui aux activités de coopération et de partenariat, y compris en appui aux processus démocratiques ; (ii) de réaliser des études ; (iii) de recruter un prestataire pour la réalisation de rencontres, séminaires et formations ; (iv) d'identifier, préparer et accompagner des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE en Côte d'Ivoire et dans le monde ; v) d'assurer le contrôle et la vérification (audit), l'évaluation ou la supervision des différents programmes de coopération de l'UE.

Il s'agira de recruter des prestataires en charge de la conception et mise en œuvre de la stratégie communication et de valorisation des actions de l'UE en Côte d'Ivoire, notamment en promouvant la stratégie « Global Gateway » et l'approche de l'Équipe Europe.

Le prestataire en charge de la visibilité aura une expérience et une connaissance des règles de visibilité de l'UE ainsi que des pratiques de marché destinées à assurer une visibilité de qualité sur l'ensemble des actions menées par l'UE.

¹⁶ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.